Bulletin de débat pour le parlement du 14 novembre 20267

Contribution de 12 camarades de Paris:

Karine Avner, Gilles Barroux, Jean-Philippe Coz, Marc Giovaninetti, Bertrand Lazard-Peillon, Paul Levy, Philippe Martinais, Vincent Russier, Jean Luc Salabery, Cécile Silhouette, Francis Sitel, Éric Watteau, militant.es de l'APRES Paris.

Présidentielle 2027 : pour battre le RN et pour l'unité à gauche !

Un constat. L'APRÈS et les « unitaires » doivent reconnaître un échec. Celui d'avoir échoué à imposer une candidature unitaire de la gauche. La seule solution qui assurait d'être au 2ème tour et de pouvoir l'emporter face au RN. La division l'a emporté à gauche. L'hégémonisme de Mélenchon (sa candidature imposée sans discussion) a renforcé au sein de la social-démocratie une poussée anti-LFI, une inclination vers le centrisme vérifiée par la désignation de Glucksman à la « petite primaire » du 8 octobre, et pour le PCF un repli identitaire. L'APRES aura tout fait pour éviter cette situation dont nous avons répété depuis 2 ans qu'elle conduirait la gauche à l'échec, avec le risque très réel d'une victoire du RN en 2027. Seul le mouvement social en cours peut rebattre les cartes sans qu'on sache si ce sera au profit de la gauche ou de l'extrême-droite.

Pour L'APRES, tenir le cap unitaire et antifasciste !

Dans cette situation notre décision pour 2027 doit découler des principes fondateurs de l'APRÈS. Nous militons pour l'unité d'une gauche œuvrant au changement social. Après l'échec de la primaire (1) nous ne pouvons pas choisir au 1° tour une partie de la gauche. En l'occurrence le candidat LFI, qui capte une partie du « vote utile », mais au risque de tourner le dos aux électeurs de gauche qui ne se reconnaissent pas dans ses positions. Ce serait contraire à notre propre projet politique d'unité à gauche qui reste d'actualité, d'autant plus après la présidentielle. Quant à la candidature Glucksmann, même si elle s'avérait devenir « la mieux placée à gauche », elle ne saurait amener notre mouvement à s'y rallier... Il s'agit là d'une position politique pour notre mouvement, non pas de ce que chacun de nous choisira à titre personnel de faire le jour du vote.

Nous militons pour empêcher l'extrême droite d'accéder au pouvoir. Un impératif auquel ne répond pas le soutien à Mélenchon. Nous récusons l'argument selon lequel JLM serait capable de rassembler l'essentiel des forces de gauche derrière lui et de battre l'extrême droite. Ce qui obligerait à relativiser ou ignorer les divergences existantes (sur l'Ukraine, la Russie, la Chine, la production d'un antisémitisme influent chez ses sympathisants..) Mélenchon n'est toujours pas assuré d'accéder au second tour. Ce ne fut pas le cas en 2017 et 2022 et cela reste hypothétique en 2027 avec une gauche à son plus bas niveau aux alentours de 30%,

dont la moitié ne veut pas de lui (Radiographie de l'électorat de gauche par la Fondation Jean Jaures, juin 2026). Surtout sa qualification au second tour est le pire scénario pour empêcher la victoire de MLP. Tous les sondages, l'étude de la Fondation Jean Jaurès avec une moitié de la gauche hostile à JLM et surtout l'hostilité voire la peur de plus de 70% des citoyens
le montrent. En revanche, les soutiens qu'il reçoit assurent l'hégémonisme de LFI sur la gauche. A l'évidence le scénario d'un accord unitaire programmatique et législatif susceptible de changer la
donne est exclu par JLM. A tous les appels dans ce sens la réponse c'est "ralliez-vous". Une prétendue « campagne autonome » pour JLM nous fera apparaitre comme des ralliés, totalement impuissants à peser sur la campagne LFI, ce qui entraînera une perte de crédibilité de
notre projet pluraliste et unitaire.
Alors que proposons-nous pour l'APRES ? La poursuite démocratique du débat interne est essentielle pour assurer l'unité et l'avenir de notre mouvement. Il doit aller jusqu'au terme prévu et s'achever par une consultation directe des adhérents sur des choix clairs et explicités par leurs partisans.

Contribution Haute-Garonne:

Pourquoi nous proposons un amendement de la fenêtre n°1 :
Nous pensons utile de préciser la fenêtre n°1 pour éviter la compréhension que notre positionnement à la présidentielle se résumerait à voter Mélenchon.

Nous proposons ainsi d'amender la proposition n°1 en rajoutant la phrase :
« De poursuivre notre bataille pour un pacte de législature et pour affirmer la nécessité d'un gouvernement de toute la gauche »

Déjà la proposition de « mener en sa faveur une campagne indépendante de LFI mais unitaire avec toutes les forces qui le souhaitent pour peser dans la campagne présidentielle» démontre notre volonté de peser dans la campagne présidentielle, et donc de garder notre indépendance.

Nous pensons que l'annonce de mener campagne pour le vote Mélenchon de la part du NPA, d'Alternative Communiste et de Génération.s constitue **une inflexion** de la campagne de Mélenchon **de fait** en faisant rentrer **le pluralisme** dans cette campagne et donc d'en modifier le profil.
On le verra sans doute lors du meeting du Bourget du 7 novembre, où la présence annoncée d'Ali Rabehi, maire de Trappes et porte parole de Génération.s sera un des moments marquants.
C'est pour renforcer cette dynamique que nous devons agir.

L'élargissement aux Ecologistes de l'arc de force pluraliste en soutien à la candidature Mélenchon serait un élargissement important et changerait qualitativement la perception de la candidature en en faisant une candidature dans les faits plus rassembleuse
Nous pensons utile de prendre langue avec les Ecologistes pour faire si possible ensemble nos démarches envers LFI.

Nous pensons que la bataille pour la présidentielle doit être liée à la question des législatives .
De ce point de vue il nous faut insister sur un pacte de législature des organisations soutenant la candidature, pacte élargi aux autres forces de gauche avant les législatives.
Un engagement à gouverner ensemble confirmerait le caractère unitaire de la candidature et nous aider à la présence au second tour et à exploser le plafond de verre du second tour.
C'est le sens de notre amendement.

Contribution Dordogne:

Compte-rendu de l'AG de l'APRES Dordogne du 3 novembre 2026

L'AG de l'APRES Dordogne a eu lieu le 3 novembre en présence de 18 camarades, 6 camarades étaient excusés. Nous avions à l'ordre du jour : quelle stratégie de l'APRES pour les présidentielles et dans quelle temporalité.Nos débats se sont déroulés dans un climat serein et respectueux malgré des avis différents. Après une présentation de la situation politique notamment à gauche et une analyse du mouvement social en cours, nous avons abordé la question de la stratégie de l'APRES concernant les futures élections présidentielles. Les avis des camarades présents étaient divers:

Quelques camarades, deux en l'occurrence, nous ont fait part de leur ferme opposition au vote Mélenchon au 1er et 2ème tour, argumentant sur son attitude et sur le fonctionnement de la F.I. D'autres camarades insistant sur le fait qu'il fallait attendre, que le mouvement social pouvait faire émerger une offre politique à gauche entre Mélenchon et Glucksmann et qu'il ne fallait pas se précipiter dans les bras de la F.I.

D'autres camarades pensent qu'il faut appeler à voter Mélenchon dès maintenant, sans se rallier à lui, sans se faire d'illusions sur d'improbables négos, en faisant une campagne sur nos positions et sur notre programme car c'est illusoire de penser qu' une solution alternative va émerger grâce au mouvement social. Cette position était très légèrement majoritaire. Il a été aussi dit par une camarade que l'intitulé de la fenêtre 1 n'était pas assez explicite sur ce que voulait dire concrètement appeler à voter Mélenchon et que ça ne lui permettait pas de se déterminer. L'ensemble des camarades présents ont souhaité qu'après le parlement un vote de l'ensemble des adhérents ait lieu sur la stratégie de l'APRES pour les présidentielles.

Contribution de 5 militan.t.e.s de l'APRES :
Stéphanie Treillet (77), Francis Sitel (75), Philippe Martinais (75), Paul Lévy (75), Robert Hirsch (44).

Faire une campagne Mélenchon ?

Pour un certain nombre de camarades, l'échec actuel de la bataille pour l'unité ne laisserait pas d'autre choix que de se résoudre à un appel au vote pour J-L. Mélenchon. Nous pensons que c'est une erreur, pour plusieurs raisons.

JLM : une dynamique ?

On peut avoir l'impression qu'une dynamique existait déjà avant le début du mouvement lycéen et étudiant, captant une partie de la colère et de la radicalité dans la jeunesse, y compris celle des quartiers populaires, même si l'abstention y reste élevée. Cette tendance s'est renforcée dans la jeunesse avec le mouvement. Mais cette dynamique a ses limites :

- Le rejet suscité par JLM dans la population, y compris le peuple de gauche, est considérable. Sa seule présence représente un obstacle à une dynamique unitaire.

- La plupart des militant.es de LFI sont extérieur.es au mouvement social et n'ont aucune intervention dans les différents collectifs unitaires ou citoyens. Ils occupent le terrain en prenant l'initiative de rassemblements ponctuels, mais sans chercher à rassembler sur un pied d'égalité les autres forces politiques, ni à s'adresser au mouvement social. Il y a bien sûr des exceptions locales à cette caractéristique. Une campagne autonome de soutien à sa candidature est-elle possible ? C'est une illusion à la fois en raison de la posture hégémonique de LFI (voir les déboires du NPA-A), et de la dynamique cumulative de division et d'éclatement que cette posture nourrit. Nous n'avons donc plus aujourd'hui de partenaires potentiels pour inverser la dynamique régressive sur la base d'un pôle unitaire qui puisse peser. Cela reste à reconstruire mais ne pourra se faire avant la présidentielle (d'où l'importance de commencer à travailler dès maintenant sur les législatives et sur la suite, notamment en s'appuyant sur les mobilisations sociales en cours).

La tentative de faire campagne pour JLM « sur nos propres bases » ne pourrait être perçue à une large échelle que comme un ralliement pur et simple, voire un retour au bercail pour les exclu.es de LFI et un renoncement à construire l'APRES. C'est un risque grave de division et d'affaiblissement de notre mouvement.

Pour toutes ces raisons le vote Mélenchon ne peut plus apparaître, même par défaut, comme le vote utile à gauche qu'il a pu constituer in extremis en 2017 ou en 2022. C'est donc une illusion, et elle est dangereuse. Peut-il empêcher le RN de gagner les élections ?On ne peut pas discuter de tactique électorale comme si cette élection n'était que la répétition des scénarios précédents. A la fois parce que le réflexe « front républicain » s'effrite face aux mauvais coups de la droite, qui nourrit la décomposition sociale. Mais surtout parce que JLM apparaît dangereux à beaucoup par ses prises de position et ses pratiques (problème de l'antisémitisme, positions internationales, refus de la démocratie). Il a, de ce fait, largement contribué à alimenter la stratégie de dédiabolisation de Marine Le Pen ! Aucun.e candidat.e n'est plus certain.e de

l’emporter au 2ème tour face au RN, mais on a la certitude que la présence de JLM au 2ème tour serait la victoire assurée de l’extrême droite. Mélenchon, de par ses positions et ses attitudes, ne peut rassembler.

De quel projet de gauche sa candidature est-elle le nom ?

Quel que soit le cas de figure (arrivée au second tour ou non, victoire de MLP ou non), le projet de JLM est d’hégémoniser le champ de l’opposition à la droite et à l’extrême- droite en marginalisant les autres courants. Il n’est ni un projet partagé de reconstruction de la gauche, ni un débouché politique aux mobilisations. Plusieurs lignes rouges sont inacceptables parce que conduisant hors d’un projet émancipateur :

- Les questions internationales : la complaisance à l’égard de Poutine, le refus de la solidarité avec l’Ukraine, et antérieurement le soutien à Assad, l’indulgence à l’égard du régime chinois dessinent un campisme dangereux, alors que les menaces se précisent.

- Le machisme : il n’y a pas de position sexiste ou de dérives verbales assumées, mais la gestion de l’affaire Quatennens a écorné l’image féministe de LFI (et provoqué la démission de militantes, surtout jeunes) ; par ailleurs LFI fait partie des courants qui n’ont aucune position sur les intégrismes religieux, s’opposent à la solidarité avec les femmes israéliennes violées le 7 octobre, et au droit de Nous vivrons à manifester. Enfin les député.es LFI se sont abstenu.es sur la loi intégrale.

- Les dérives antisémites récurrentes. Qu’il s’agisse d’électoralisme ou d’une position de fond en cohérence avec le populisme et la conception de l’antiracisme, dans tous les cas la gravité du problème tient à la complaisance et à la tolérance que des formulations entretiennent dans l’électorat potentiel de JLM. De plus, existe l’idée sous-jacente que c’est un problème mineur et qu’on peut passer par-dessus au nom de l’efficacité et du réalisme (concurrente avec l’idée qui demeure, mais de plus en plus difficile à soutenir, qu’il n’y a pas vraiment d’antisémitisme dans ses formulations).

- La conception de l’antiracisme chapeaute tout cela. JLM a renoncé à l’universalisme républicain, au nom d’un antiracisme post-colonial qui cultive le relativisme culturel, et n’envisage le racisme que sous l’angle des séquelles du colonialisme et des discriminations (ce qui exclut de fait la lutte contre l’antisémitisme).

- Le populisme : il était déjà présent dans les débuts du mouvement, mais a été de plus en plus théorisé, pour aboutir au document le plus récent, intitulé « Comment faire ?», qui s’appuie sur la notion de « Nouvelle France » pour récuser toute approche en termes de rapports de classes, en opposant « le peuple » aux « élites » et aux « riches » (exemple de tract : « Les riches nous volent notre argent »). L’horizon d’une unification du salariat est abandonné, et le complotisme n’est pas loin.

Pour conclure, nos réflexions ne signifient pas que, dans la reconstruction d’une gauche rassemblée et plurielle, LFI n’aura pas sa place. Nous récusons la thématique des « deux gauches irréconciliables », qui renvoie en miroir « tout sauf LFI » avec « tout sauf le PS ». Mais la recomposition que nous souhaitons ne pourra se faire qu’au prix d’une remise en question importante de l'orientation de cette formation, et pas dans le cadre d’un soutien aujourd’hui à la campagne de son candidat.

Un mouvement général de la société peut changer la donne pour 2027.

Lucie Berweiller, Jean-Claude Branchereau, Jean-Claude Mamet - membres de la CEN

Un mouvement général de la société peut changer la donne pour 2027.

Depuis la fin de l'été caniculaire 2026, les mouvements de jeunesse et du monde du travail, les mobilisations diverses mais confluentes (loi intégrale sur les VSS, associations enfantistes, Mouvement du 26 septembre sur le climat, etc.) ont déjà changé fortement le paysage politique. La menace d'une France dirigée en 2027 par un parti néofasciste pesait comme un couvercle. Un horizon nouveau s'est allumé à la place du désespoir, du ressentiment, d'absence de perspectives. Notre mouvement, L'APRES, doit se saisir de ce moment pour rebondir sur son projet fondamental de rassemblement.

Jusqu'à l'été 2026, notre action pour une gauche rassemblée, pour maintenir vivant l'espoir du NFP de 2024, avec une consultation primaire la plus large possible, s'est déroulée sans ancrage solide. Pourtant toutes les études d'opinion montraient à une écrasante majorité que le peuple de gauche voulait s'unir dans un débat démocratique pour battre Macron et l'extrême-droite. Les mobilisations de 2023 exprimaient déjà cette envie. Celles de septembre 2025 contre le plan Bayrou ont balayé son gouvernement. Mais la définition d'une alternative politique ne s'était pas encore formulée. Les dispositifs de primaires n'ont donc pas abouti (FP 2027) ou ont été dévoyés (PS-PP).

Aujourd'hui, une occasion existe pour raccorder les attentes du pays avec la perspective d'une gauche majoritaire.

Pourtant, cette dynamique populaire se heurte à nos propres divisions. La pression exercée pour obtenir un positionnement immédiat de L'APRÈS en faveur d'une candidature présidentielle, notamment celle de Jean-Luc Mélenchon, détourne notre organisation de sa responsabilité première : contribuer au rassemblement. Elle entretient les fractures de la gauche et réduit notre capacité à prendre pleinement notre place dans les mobilisations actuelles.

La société est entrée en mouvement. Et ce mouvement est offensif : il n'est pas seulement en « contre » mais recherche une expression fédérative pour une autre manière de vivre, une autre société. C'est ce qui fait sa générosité, sa ténacité, son énergie, son imaginaire dans des manifestations joyeuses et pleines de sens.

C'est pourquoi, au moment où nous discutons des perspectives pour 2027, nous devons d'abord réfléchir aux solutions communes à toute la gauche, avant tout choix de personnalité.

Le rassemblement ne se décrète pas autour d'une candidature, il se construit dans les luttes et les mobilisations. Les combats sociaux, féministes, écologistes, antiracistes et démocratiques constituent le socle d'une dynamique commune. L'APRÈS doit y prendre toute sa place et contribuer à leur donner des débouchés politiques, sans chercher à les instrumentaliser au service d'une stratégie électorale.

C'est notre priorité et notre point d'appui dans ce moment très politique. Le texte de la CEN contient cette idée. Nous n'en sommes donc pas à voter, mais à tenter de construire une expression politique en phase avec le mouvement, ce que le texte dit aussi sans aller au bout. Un soutien immédiat à une candidature, notamment celle de Jean-Luc Mélenchon, ne peut constituer un préalable au rassemblement. Il risquerait au contraire de renforcer les divisions et de fermer le dialogue avec des forces indispensables à la construction d'une majorité. Le choix d'une personnalité doit être l'aboutissement d'une construction politique, programmatique et démocratique collective, et non son point de départ.

L'émancipation de la société doit venir aussi d'elle-même, ce qui implique d'être le plus actif possible et d'en faire notre priorité immédiate : contacts avec les forces de gauche, front commun partout sur le

territoire. Ce qui s’est passé à Trappes est une urgence de plus contre la violence raciste déchainée, mais aussi un moment montrant que les gauches peuvent encore faire front. Autrement dit, il ne s’agit pas de se résigner et de « prendre acte » du triste paysage pré-présidentiel (comme le dit le texte issu du SN et de la CEN), mais de chercher à le bousculer.

Les attentes de la société sont diamétralement opposées aux deux budgets Lecornu. Cela implique le vote d’une censure.

Et si la crise s’aggrave, d’exiger le départ du gouvernement. Ce gouvernement ne représente pas le résultat de 2024. Il est conspué dans la rue. Seule une nouvelle consultation populaire et démocratique pourrait résoudre cette contradiction : élire une nouvelle assemblée et marcher vers une autre République que celle provenant du pouvoir présidentiel.

Nous sommes cependant lucides. Rien ne prouve que nous gagnerons cette bataille. Mais les éléments de la crise sociale et politique actuelle permettent d’envisager un débouché politique conforme aux attentes exprimées. Le budget 2027 vient d’être rejeté par l’Assemblée nationale. C’est assurément un élément fort de la crise politique qui permet de poser la question d’un autre budget, au moins un budget d’urgence et potentiellement une autre Assemblée. En tout état de cause, une mobilisation indépendante est nécessaire : pour vaincre le RN et son monde. Après la défaite de Trump et de Bolsonaro, nous devons agir pour la défaite de Le Pen. C’est possible parce que le mouvement social actuel est profondément épris de liberté, d’égalité, de solidarité, de tolérance, d’exigences féministes, écologistes, en Europe et dans le monde.

L'APRÈS doit faire de l'action commune une priorité immédiate : multiplier les initiatives avec les syndicats, les associations, les collectifs citoyens et les forces politiques de gauche. Construisons les convergences sur les urgences sociales, démocratiques et écologiques, sans préalable sur les candidatures présidentielles. Notre unité doit se construire par le programme, les engagements réciproques et l'action.

Agissons tout de suite pour former un mur de protection démocratique, avec la jeunesse, les collectifs citoyens, les syndicats, les artistes, les scientifiques, les forces de gauche : NO PASARAN !

Suite à l'article de L'Opinion...

Laurence Boffet, Jean-Yves Lalanne, Francis Sitel

Des remerciements aux camarades qui tracent, via un communiqué de presse, un tweet ou tout autre moyen, à dresser un pare-feu face aux effets de l'article de *L'Opinion*.

Cela ne doit pas nous empêcher de réfléchir et discuter de ce à quoi renvoie cet article. Cela sans se réfugier dans l'idée malvenue qu'on n'a pas à prendre en compte le travail d'un journaliste malveillant qui n'aurait pour objectif que de nous nuire.

Cet article est-il frauduleux et/ou calomnieux ? Difficile à démontrer.

Le problème est que certains des propos rapportés par des responsables ou des proches de ces responsables sont en rupture avec le processus de décision de notre mouvement qui se veut démocratique. En particulier en affirmant « qu'il n'y a "aucun suspense". Le soutien à Mélenchon devrait l'emporter largement auprès des 5000 adhérents » (sic).

Dire cela c'est prétendre que le débat en cours et les procédures de décision de L'Après sont purement formels, puisque la décision finale ne faisant aucun doute elle peut dès maintenant être annoncée. Adieu recherche du consensus, processus de délibération et de décision démocratiques !

Le deuxième problème posé par cet article est qu'il jette une lumière crue sur la réalité de l'orientation défendue par certains des camarades qui prônent le choix en faveur de Mélenchon.

Elle ne se limite pas à appeler à voter pour Mélenchon. En fonction de l'idée que sa candidature s'imposerait comme la seule option à gauche, dès lors que la bataille pour une candidature unitaire a échoué et que Glucksmann est dénoncé comme dérivant vers la droite. Selon cette appréciation il s'agirait d'un choix par défaut, pour un candidat avec lequel nous avons d'importants désaccords politiques.

Il s'agit en fait d'un soutien politique et de l'engagement d'une campagne (prétendue indépendante, voire critique) qui vienne renforcer celle de LFI, et qui vise à compenser le déficit unitaire de cette dernière.

Comme indiqué dans l'article il s'agit d'être « utile », ce à quoi ne saurait répondre une « simple consigne de vote ».

Ce qui justifie qu'il faille se prononcer le plus rapidement possible, afin d'engager l'implication dans la campagne Mélenchon-2027. Et si possible d'en tirer quelques bénéfices politiques (les retardataires étant « les moins bien servis »).

Le journaliste faute d'être informé que L'Après ce n'est pas uniquement des ex-Insoumis, et que ces derniers ne sont pas nécessairement d'accord avec certains des députés de L'Après, est amené à conclure que pour L'Après l'heure est venue du retour à LFI. D'où, titre de l'article, la formule ravageuse : *« Les purgés de LFI, bientôt de retour au bercail »*.

Cela vaut indication qu'un éventuel ralliement à Mélenchon signifierait la rupture avec le projet qui a fondé L'Après et qui justifie son existence. L'émancipation par rapport à LFI de ses membres fondateurs a valu promesse d'un engagement pour l'unité de la gauche (telle que concrétisée par le Front de gauche, la

NUPES, puis le NFP), dans la perspective de l'affirmation d'une force de réelle transformation sociale, dépassant l'opposition mortifère entre les deux projets diviseurs aujourd'hui incarnés par Mélenchon et Glucksmann.

Un renoncement au profit d'une prétendue « gauche radicale », un « pôle » limité à LFI et à une part des forces qui se proposent comme partenaires de LFI.

Les conséquences de cette tentation sont d'ores et déjà visibles. La polarisation sur la question de l'éventuel soutien à Mélenchon se traduit par une relativisation de l'intérêt porté à l'élément central de la situation : un mouvement de la jeunesse qui conduit à une mobilisation sociale et politique qui bouscule la donne. Plutôt que la prudence d'une éventuelle « clause de revoyure » au cas où la situation se verrait bouleversée, ne faut-il pas œuvrer au développement du potentiel transformateur que porte ce mouvement ?

Ce mouvement modifie positivement les conditions du combat pour l'impératif central qui est d'empêcher l'extrême droite d'arriver au pouvoir (ce à quoi ne répond pas la candidature Mélenchon).

Il tend à déserrer les contraintes du présidentialisme. Peut-être qu'il ne permettra pas de bouleverser l'élection présidentielle en tant que telle, mais il devrait conduire à reconfigurer les coordonnées pour des législatives, invitant la gauche, toute la gauche, à relayer les aspirations portées par la mobilisation sociale, et sur cette base refonder son unité et redéfinir son ambition gouvernementale. En outre on ne saurait ignorer que le légitime objectif de L'Après de voir réélus ses députés sortants, voire de nouvelles et nouveaux, ne sera pas atteint par un « deal » avec la seule LFI.

C'est par une intervention en phase avec les développements de l'actuelle crise socio-politique qu'il faut travailler à développer L'Après, ce que ne permettra pas une satellisation par LFI.

Contribution de la section de L'Après 59

Document préparatoire au Parlement du 14 novembre 2026, en vue du vote sur la stratégie présidentielle de décembre 2026.

La section départementale de L'Après 59 exprime son accord avec le texte des considérants politiques

proposé par la Coordination exécutive nationale (CEN), notamment avec son analyse de la situation politique et son attachement à l'unité de la gauche et des écologistes.

Elle souhaite néanmoins soumettre les propositions d'amendements et de modifications suivantes.

1. Proposition de modification de la fenêtre n° 1 qui sera transmise également comme demande d'amendement.

La section propose de remplacer la formulation actuelle de la fenêtre n° 1 par la rédaction suivante :

Fenêtre 1 : « Rejoindre la dynamique de campagne de Jean-Luc Mélenchon afin de contribuer à la victoire de la gauche à l'élection présidentielle, en y faisant valoir notre culture unitaire et notre volonté de rassemblement de toutes les forces de gauche et écologistes. »

Cette formulation entend privilégier une démarche politique active, fondée sur la contribution de L'Après à une dynamique de victoire, tout en affirmant son identité et son attachement à l'unité de la gauche.

Contribution pour le parlement du 14 novembre 2026 de Jean-Vincent Jéhanno

« Personne ne gagnera seul.e !

Le réveil de la jeunesse lycéenne et étudiante bouscule la situation politique et sociale ainsi qu'un pouvoir présidentiel aux abois. Il pousse les organisations syndicales ouvrières à prendre le chemin de l'unité sur les revendications portées par les exigences sociales : pouvoir d'achat, mieux vivre, hausse du SMIC et des bas salaires par le partage des richesses, tant sont scandaleux les dividendes versés aux dirigeants des multinationales comme Total. Le mouvement de la jeunesse est aussi viscéralement opposé au Rassemblement National et à l'extrême droite honnis dans les manifestations.

Sur le plan politique, nous avons également des bonnes nouvelles. Le feu du FP2027 n'est pas éteint, à voir les nombreux appels unitaires en soutien au mouvement qui fleurissent dans nos villes, avec bien souvent des cortèges unitaires. C'est dans cette situation nouvelle que nous devons nous inscrire. Si pour les présidentielles le candidat JLM paraît se détacher de façon indéniable, le premier tour demeure encombré et rien n'est gagné pour qu'un candidat de gauche sorte placé. Et nous savons que le vieil adage selon lequel : « au premier tour on choisit, au second on élimine » est non plus loin d'être gagné !

L'Après a un rôle à jouer, et pour cela il faut que nous soyons soudés. Nous sommes souvent perçus comme les entremetteurs de l'unité à gauche. Appuyons nous sur ce crédit pour continuer le travail de persuasion que nous ne cessons de revendiquer : « l'unité pour gagner ». Nous devons nous adresser en premier lieu à Debout! avec François Ruffin, aux Ecologistes avec Marine Tondelier, et bien entendu aux autres composantes de la gauche avec qui nous avons fait déjà un bout de chemin.

Travailler à l'unité pour gagner contre l'extrême droite et la droite réunie, c'est le terrain que nous devons continuer à labourer ! »

Contribution de JP Melchior (section Sarthe)

L’urgence d’un front uni de la gauche de transformation sociale

A six mois de l’élection présidentielle de 2027, les rapports de force et les hypothèses commencent à se préciser. Du côté de celles et ceux qui se définissent comme socio-démocrates, la primaire organisée par le PS et Place publique pour désigner leur candidat et son résultat reflètent à la fois la perte d’influence de l’organisation qui fut hégémonique à gauche pendant plus de trente ans, sa dérive idéologique et son orientation suicidaire.
En octobre 2011, lors de la primaire qui a désigné François Hollande comme candidat socialiste à l’élection présidentielle de 2012, on a pu compter 1 745 000 participants. Celle qui vient de donner pour vainqueur Raphael Glucksmann n’a réuni que 120 000 votants, soit près de quinze fois moins. C’est dire le peu d’intérêt suscité par cette primaire dans l’opinion. Ajoutons que pour la première fois depuis sa création au congrès d’Epinay de 1971, le PS a choisi un candidat qui n’en est pas membre. Et quel candidat ! Entouré d’ex-macronistes qui ont senti le vent tourner, Raphael Glucksmann qui, rappelons-le, a voté pour Nicolas Sarkozy en 2007 répète ad nauseam sur tous les plateaux où il est invité qu’il n’y aura aucun accord avec LFI. Ce qui constitue évidemment une orientation politique inepte pour le PS qui risque tout simplement de disparaître de l’espace parlementaire sans accord avec les autres forces de gauche et plus particulièrement avec LFI. Olivier Faure vient de perdre une bataille décisive dans sa lutte consistant à garder arrimé à gauche le PS.
Le mouvement social en cours devrait consolider l’ancrage de la gauche de rupture et accentuer le clivage avec le social-libéralisme dont Raphael Glucksmann est aujourd’hui l’incarnation, et qui a conduit, au fil des renoncements, à la désespérance de pans entiers du salariat. Commencé le 18 septembre, la mobilisation des lycéen.nes, soutenu.es par leurs parents et une bonne partie de leurs enseignant.es, s’est élargie au cours du mois d’octobre à de nombreuses universités qui connaissent le même manque de moyens et de personnels. A l’instar de la plupart des services publics, ceux de l’éducation et de l’enseignement supérieur sont à bout de souffle. Aux revendications de la jeunesse se sont rapidement ajoutés celles des couches précarisées du salariat qui subissent de plein fouet l’inflation et la hausse du prix des carburants. En convergence, lycéens, étudiants, salariés se retrouvent par centaines de milliers lors des journées nationales de mobilisation. Si en octobre le gouvernement a parié sur le pourrissement du mouvement, la force des manifestations des 17 et 24 octobre l’oblige à lâcher du lest. Il ne fait guère de doute que ces mobilisations constituent un contexte favorable à la gauche de rupture en général et à Jean-Luc Mélenchon en particulier.
Jean-Luc Mélenchon devance très largement les autres candidats et apparaît comme le seul capable de se qualifier pour le second tour face à la candidate du FN/RN. Cependant, sa victoire au second tour est plus qu’incertaine. Elle est dépendante de nombreux facteurs, à commencer par sa capacité à rassembler très au-delà des secteurs d’ores et déjà favorables à LFI et à prendre en compte ce que les autres forces de gauche de transformation sociale ont à dire et proposer. Plusieurs courants politiques, hors LFI, ont affirmé leur soutien à la candidature de Jean-Luc Mélenchon, comme le NPA l’Anticapitaliste et possiblement L’Après qui prendra sa décision en décembre ; des militants et cadres du PCF ont aussi fait connaître leur décision de le soutenir alors que leur parti a désigné officiellement comme candidat Fabien Roussel ; des militants écologistes ne cachent pas leur intention de se rallier à la candidature de Jean-Luc Mélenchon.

Un tel soutien sera opérant et démultiplicateur des forces que s'il s'inscrit dans un cadre commun incluant d'une part la co-construction d'un programme de rupture avec le capitalisme et d'autre part un accord pour les législatives consécutives à la présidentielle. A six mois de la présidentielle, dans un contexte marqué à la fois par une forte mobilisation sociale à laquelle il importe de donner un débouché politique, un autoritarisme grandissant du pouvoir macroniste et la menace d'un basculement au profit de l'extrême-droite, il est encore temps de poser ce cadre politique. Faut-il rappeler qu'il ne fallut que quelques jours, après la dissolution de l'Assemblée Nationale décidée par Macron en juin 2024, pour que les formations de gauche négocient un programme commun et un accord électoral qui permirent au Nouveau Front Populaire d'arriver en tête au second tour et d'empêcher le FN/RN d'accéder au pouvoir dans l'immédiat ?

La situation politique actuelle en France est à la fois incertaine et dangereuse. De ce fait, elle impose la coopération entre LFI et les autres formations, si modestes soient-elles en termes d'effectifs militants. Elle oblige les organisations qui se réclament de l'alternative au capitalisme néolibéral à contribuer de manière significative à la campagne de JLM. La contribution active à un front uni en faveur du vote Mélenchon ne signifie pas occulter les différences importantes avec LFI. Celles et ceux qui appartiennent à la tradition du marxisme révolutionnaire pointent depuis plusieurs années tant l'absence de mécanismes démocratiques permettant aux militant·es de LFI de décider des grandes orientations du mouvement que le manque de ressources et d'autonomie des « groupes d'action ». Par ailleurs, LFI semble pour l'heure très mal préparée à l'hypothèse de l'arrivée au pouvoir de Marine Le Pen et du FN/RN en 2027. Or, une telle issue électorale conduira à une perte rapide de substance des institutions de la Ve République parce que contrôlées par les cadres du FN/RN et en conséquence à une marginalisation des parlementaires de l'opposition. La victoire de l'extrême-droite conduira aussi très possiblement à une interdiction de LFI. Autant de raisons qui doivent amener le candidat de LFI à tenir compte, en retour, de l'expérience et des analyses produites par les organisations qui lui apportent leur soutien.

Contribution de Pierre Timsit, Après 31

Le profil de la campagne de Mélenchon est en train de changer pour de nombreux électeurs de gauche.
Avant l'été c'était le candidat de la seule France Insoumise.
Aujourd'hui elle est aussi la candidature du NPA, d'un secteur du PCF (Alternative Communistes) et du groupe communiste à l'Assemblée et est en train de la devenir pour Génération.s , il y a des chances qu'en décembre elle deviendra celle des Ecologistes et de l'Après.
Ruffin aura beaucoup de difficultés pour se maintenir:
Il restera celle de Glucksman et celle de Mélenchon (avec Roussel en grandes difficultés)
Nous ne pouvons pas être indifférents.

Oui l'unité est bien en train de se faire derrière la candidature la plus dynamique à gauche, la seule candidature de gauche qui surfe sur un mouvement social le plus important depuis 30 ans..
Le " ralliement" du NPA, d'un grand secteur du PCF, de Génération.s fait déjà de la candidature de Mélenchon une candidature pluraliste.
Un saut qualitatif sera l'arrivée des Ecologistes. L'Après doit s'adresser aux Ecologistes pour les entrainer avec nous dans cette dynamique.
Il s'agit d'un pluralisme de fait, apparent pour l'ensemble des électeurs.
Nous pourrons nous appuyer sur cet état de fait pour proposer publiquement un contrat de législature et la nécessité d'un gouvernement commun.

Seul Mélenchon ne peut pas gagner, seul il ne peut pas gouverner.
Notre tâche est de lever cet obstacle :
Décider d'appeler à voter Mélenchon, de mener campagne pour sa candidature et son programme ne nous empêche pas, bien au contraire ,de mener campagne avec les partenaires unitaires sur l'unité aux législatives et au gouvernement.
C'est la meilleure façon de convaincre les militants et électeurs insoumis de telles perspectives.

On ne peut pas passer notre temps à nous désoler sur le thème avec "Mélenchon au second tour c'est l'élection de Le Pen assurée." pour tenter de décourager ses électeurs et réduire son score.
Nous devons agir et nous mobiliser pour déjouer cette prédiction qui vous le savez est la même pour tous les candidats de droite comme de gauche.

Et là aussi comme pour toute chose, notre boussole n'est pas "ressasser notre ressentiment en attendant que la situation change" mais "agir pour transformer le réel non pas à partir de vœux pieux, mais en tenant compte du réel tel qu'il est":
Nous avons perdu la bataille du candidat unique du fait du Parti Socialiste qui a enterré la "primaire de Bagneux"
Nous devons mener notre bataille unitaire dans les nouvelles conditions:
Ni Mélenchon ni Glucksman ne se retireront.

Contribution de Robert HIRSCH (Loire-Atlantique)

Sur Mélenchon et l'antisémitisme

Un débat, parfois un peu vif, a eu lieu à la CEN sur la nécessité ou pas de signaler les problèmes de Mélenchon avec l'antisémitisme. Je voudrais ici préciser les problèmes et situer l'importance de ce qui se joue par rapport à l'histoire de la gauche.

Mélenchon produit-il de l'antisémitisme ?

Ce qui est en jeu n'est pas de décider si Mélenchon est antisémite ou pas. Il s'agit pour nous, vu la place qu'il occupe dans la gauche, de déterminer s'il y a ou non problème, et ceci à partir d'une étude rigoureuse des positions prises. Dans une brochure, le RAAR a pu isoler une douzaine de formulations antisémites ou à connotations antisémites en une dizaine d'années. Je n'en retiendrai ici que quelques-unes.

Il y a en fait deux phases dans l'évolution de Mélenchon sur cette question. La première est contemporaine de sa bifurcation vers le populisme avec la création de LFI, qui succède à la période Front de Gauche. Dès juillet 2017, auréolé de ses 19% à la présidentielle, il conteste la responsabilité, reconnue par Chirac, de la France dans la Rafle du Vel d'Hiv. En décembre 2019, il dit refuser la « génuflexion devant les ukases arrogantes des communautaristes du CRIF », sous-entendant ainsi un pouvoir des Juifs dans la société. En juillet 2020, il répond à une journaliste à propos du Christ : « Je ne sais pas si Jésus était sur la croix, je sais qui l'y a mis, paraît-il que ce sont ses propres compatriotes ». Le plus vieux stéréotype antisémite, qui a tant fait pour stigmatiser les Juif/ves, est ainsi recyclé.

Puis, vient le dramatique 7 octobre 2023 et ses terribles conséquences. Une partie de la gauche dérive en confondant les Juif/vers avec le gouvernement criminel de Netanyahou. Mélenchon en est, ainsi que divers cadres de LFI. Nos camarades Clémentine Autain, Alexis Corbière, Daniele Simonet, Raquel Garrido, Hendrick Davi refuseront cette dérive. Elle se manifeste à diverses occasions, je n'en citerai que trois. En juin 2024, Mélenchon affirme que « l'antisémitisme reste résiduel en France », alors qu'il a explosé après le 7 octobre (le nombre d'actes a été multiplié par quatre entre 2022 et 2023). En août 2024, aux amphis, il fait applaudir une révision de l'histoire qui explique :
« Et puis il y a eu la Shoah dans la Deuxième Guerre mondiale, c'est-à-dire le massacre d'une population désignée à cause de sa religion. Et maintenant voici que nous arrivons au génocide ethniciste : une population qui toute entière doit être rayée de la carte ».
Pour réduire l'importance du génocide des Jui/ves, il ment sur la réalité de la Shoah, qui visait à détruire l'ensemble des Juif/ves, religieux ou pas. Un mois plus tard il répète que Gaza est pire que la Seconde Guerre mondiale, un mensonge qui ne sert de rien au peuple palestinien martyrisé. Enfin, personne n'a oublié comment, en mars 2026, il fait rire des salles sur les noms juifs à deux reprises. La dénonciation des patronymes juifs fut une des spécialités de l'extrême droite des années trente. Dans quel dessein est-elle présente dans un discours de gauche ?

Ces exemples, parmi d'autres, ne peuvent laisser planer le doute. Que ce soit par conviction ou électoralisme, Jean-Luc Mélenchon produit de l'antisémitisme. Il contribue ainsi à la menace qui pèse aujourd'hui sur les Juif/ves de ce pays, et qui n'est nullement résiduelle, mais au niveau le plus élevé depuis la Seconde Guerre mondiale.

Pourquoi dénoncer cette rupture dans l'histoire de la gauche ?

D'abord parce que la haine envers des individus sous prétexte de leur naissance est une insulte à l'éthique de l'émancipation.

Ensuite parce que l'antisémitisme a toujours fonctionné comme un dérivatif à la lutte des classes. Haïr les Juif/ves pour ce qu'ils auraient de pouvoir permet d'éviter de remettre en cause le fonctionnement de la société.

Enfin, et c'est lié, parce que la question de l'antisémitisme a, en France, été souvent au cœur des débats de la gauche. Même quand, lors de l'émancipation de 1791, au temps de l'affaire Dreyfus, contre le nazisme, la gauche s'est trouvée du côté de la défense des Juif/ves, ce ne fut pas sans hésitations.

A cet égard, la conclusion de l'affaire Dreyfus, grâce notamment à Jaurès, a placé la gauche au premier plan dans la lutte contre l'antisémitisme. Depuis, il était admis qu'il y avait incompatibilité entre cette haine et l'appartenance à la gauche. Ce fut respecté, malgré quelques dérives, notamment au temps du stalinisme. Mélenchon est aujourd'hui le nom de la rupture avec la tradition dreyfusarde, qui a fait une partie de l'honneur de la gauche. Aucun de ses responsables politiques depuis la fin de l'affaire Dreyfus n'a proféré autant d'inepties antisémites.

Un argument souvent utilisé pour éviter de dénoncer la dérive mélenchoniste est que ce serait faire le jeu de la droite et de l'extrême droite. C'est le contraire qui est vrai : se taire sur ce qui est devenu une évidence ne peut que faire le jeu de nos adversaires, qui utilisent le silence à gauche. On le voit avec l'abjecte tentative de récupération de la défense des Juif/ves par l'extrême droite, une tentative perturbée par Médiapart, mais qui se poursuit néanmoins.

D'une manière ou d'une autre, nous ne pouvons pas nous taire sur cette question. Elle doit faire partie du texte proposé aux camarades pour décider de notre position sur la présidentielle de 2027.

Contribution au débat Antonin Béranger (Tours)

L'état de mobilisation confirme ce que nous annoncions déjà depuis plusieurs semaines. Nous sommes dans un moment historique dans lequel la genZ joue un rôle prépondérant. Avoir d'aussi grosses manifestations en pleine vacances scolaires a été inédit et la mobilisation gigantesque du 5 novembre a fait parti des plus fortes mobilisations sociales auxquelles nous avons pu assister. L'avenir immédiat nous dira rapidement quels vont être les ressorts de la contestation sociale. Politiquement, partout où c'est possible il faut pousser au front unique politique le plus large possible. Ça permettra de travailler à un possible débouché politique aux mobilisation et obligera (entre autre) la social démocratie à se confronter à ses contractions.

L'aspiration politique pour LFI n'est pas du tout évidente dans les manifs. Une aspiration politique pour la rupture c'est certain mais il n'y a pas vraiment de polarisation sur LFI en tout cas à Tours rien de visible.
Au sujet du sondage de RTL sorti cette semaine, il ne montre pas de renforcement lié à la séquence et au mouvement social pour JLM. Cela fait 6 mois qu'il oscille entre 16 et 19%. On ne peut pas dire qu'il y a une évolution ou une tendance significative. Pareil chez Glucksmann qui plafonne à 11 points. L'extrême droite elle aussi n'évolue pas plus que ça, elle oscille entre 34 et 36 points. Prendre 1 ou 2 points n'indique pas de franche évolution. En même temps tant mieux parce que sinon là on pourrait imaginer rendre notre tablier direct.

Par contre ce qui doit retenir notre attention, c'est le total droite hors RN/Zemmour qui varie entre 22 et 28%. Pour ma part je ne peux pas imaginer ni Rotailleau, ni Lisnard maintenir leur candidature. Ce qui sur ce sondage a une conclusion, Mélenchon n'arrive pas au 2nd tour. Il pourrait être devancé par un Edouard Philippe captant l'électorat du centre et la droite «traditionnelle» non ext droite.

La candidature LFI plafonne comme le total gauche d'ailleurs. Le paysage politique doit radicalement se modifier sous peine de voir la gauche battue dès le 1er tour. Pour les présidentielles et les législatives à venir, cette évolution doit revêtir comme en 2024 les traits d'un NFP large et pluraliste.
D'où l'importance vitale d'aiguillonner sans trop attendre le champ politique à gauche en tentant d'impulser une dynamique unitaire la plus large possible et sans se contenter d'appeler à se ranger derrière la bannière JLM.

C'est la raison pour laquelle il y a un enjeu fort à élargir et rendre la dynamique politique avec LFI la plus large et pluraliste possible.

Élargir l'espace politique c'est en effet construire, au côté de la FI et en autonomie un arc autonome, démocratique, écologique et sociale avec les autres forces de la gauche et des écologistes. Et au regard des contradictions que va créer Glucksmann pour les sociaux démocrates, il est tout à fait plausible qu'une partie considérable de ceux-ci finissent par s'inscrire dans une telle dynamique.

Mais nous ne pouvons rester spectateur et il serait absurde de ne pas rapidement rentrer dans l'arène politique. Ne pas appeler à construire cet arc de force le plus rapidement nous place en dehors des enjeux du moment. Aujourd'hui JLM capte les aspirations à gauche mais plafonne, le reste de la gauche doit créer une dynamique d'entraînement qui nous permettra avec LFI de nous qualifier pour le second tour et de battre

l’extrême droite. C’est à cette condition que nous serons en capacité de proposer une perspective à la crise politique et aux luttes d’aujourd’hui qui trouveront dans cette dynamique le déboucher à toutes les aspirations qui battent le pavé depuis des semaines.

